

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 Place du Général de Gaulle,  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 23/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAHLE BEHR France**

5 avenue de la Gare  
68250 ROUFFACH

Références : 0760\_2022\_01\_26\_Mahle Behr

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement MAHLE BEHR France implanté 5 avenue de la Gare 68250 ROUFFACH. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAHLE BEHR France
- 5 avenue de la Gare 68250 ROUFFACH
- Code AIOT dans GUN : 0006700760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette société est spécialisée dans le secteur d'activité de la fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques à destination de l'industrie automobile.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie et moyens d'intervention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Sécurité Incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 16.1	/	Sans objet
Sécurité Incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 16.2	/	Sans objet
Sécurité Incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 16.3	/	Sans objet
Sécurité Incendie Mise en œuvre de matière plastique	Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 18.3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformité sur les points de contrôle examinés.  
Le plan d'intervention existant présentant l'organisation est en cours de réactualisation avec la participation du SIS.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 16.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et Alarme
<b>Prescription contrôlée</b> Les locaux de fabrication comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau d'extinction automatique.[...] Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...) et à l'extérieur (société de gardiennage).
<b>Constats :</b> Tous les locaux de fabrication sont équipés d'un réseau d'extinction automatique. Le déclenchement de la détection entraîne une alarme sonore (sirène continue de 90 db) sur l'ensemble de l'établissement et ce durant quelques minutes. Cette alarme est reportée sur la centrale située au PC de l'établissement et au poste de garde. À partir de là les personnels faisant partie de l'équipe d'intervention quittent leur poste de travail et s'organisent pour se rendre sur le lieu de l'incident. Une deuxième alarme sonore (sirène discontinue) retentira uniquement dans le secteur géographique du lieu de l'incendie pour demander aux personnes d'évacuer les lieux. Une société de gardiennage est présente sur le site 24 h sur 24 toute l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 16.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée</b> L'installation est pourvue [...] – d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ; – d'un réseau d'eau incendie maillé permettant d'alimenter avec un débit de 60 m3/h et une pression minimum de 1 bar pendant 2 heures consécutives, les 14 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm et des robinets d'incendie armés ou de tous autres matériels fixes ou mobiles; [...] – les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et/ou les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau [...] doivent pouvoir être accessibles en toute circonstance. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.
<b>Constats :</b> L'installation est pourvue d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'usine – Il y a un réseau d'eau incendie maillé qui permet d'alimenter 18 poteaux d'incendie avec un débit de 60 m3/h et une pression de 1 bar ainsi que 46 robinets d'incendie armés (RIA). L'exploitant s'est engagé à actualiser les mesures de 2015 sur les équipements de lutte contre l'incendie au cours de l'année 2022. Les emplacements des bouches d'incendie, des RIA et des extincteurs sont matérialisés au moyen de pictogrammes sur les murs du bâtiment en partie haute. Les couloirs de circulation sont bien dégagés et les moyens d'extinction incendie sont accessibles. Les matériels sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an. L'exploitant a présenté les dates des dernières vérifications des matériels. Voici les dates des derniers contrôles : <ul style="list-style-type: none"><li>• 46 RIA : 17/12/2021 contrôle annuel</li><li>• 380 Extincteurs : 28/09/2021 contrôle annuel</li><li>• ARI : 18/11/2021 contrôle annuel</li><li>• Sprinkler : 15/04/2021 + 06/10/2021 contrôles semestriels</li><li>• Désenfumage : 28/09/2021</li><li>• Centrale Incendie Siemens : 27/11/2021 contrôle annuel</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 16.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Intervention
<b>Prescription contrôlée</b> L'exploitant établit un plan d'intervention précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours [...].
<b>Constats :</b> Un plan d'intervention existant présentant l'organisation est en cours de réactualisation avec la participation du SIS. Le service sécurité est composé de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4 personnes + 1 apprenti</li><li>• 1 service de gardiennage 24/24 sur 365 jours</li><li>• Equipiers de première intervention (EPI): Ensemble du personnels</li><li>• 13 équipiers de seconde intervention (ESI).</li></ul> Les moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• Détection incendie sur tout le site</li><li>• Report des alarmes Incendie dans la loge du gardien</li><li>• 5 RIA Mousse (injection) + 44 RIA Eau</li><li>• Désenfumage naturel par Skydomes, dont les commandes centralisées sont situées en façade des bâtiments</li><li>• Sprinkler dans tous les bâtiments sauf le centre de développement</li><li>• Extinction automatique au gaz dans le local technique</li><li>• 14 PI et 2 BI du réseau interne alimentés en série par 2 pompes de 77 m3/h chacune et 1 pompe de 65 m3/h (Pression 2 bars)</li><li>• 2 colonnes fixes d'aspiration Ø 100 mm dans la nappe (local puits)</li><li>• 1 PI (n°7) et 1 BI (n°251) alimentés par le réseau d'eau de ville (débit restreint).</li></ul> Le SIS a établi un « Plan Etare » avec l'exploitant. Une copie de ce plan a été remise au service d'inspection de la DREAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Sécurité Incendie - Mise en œuvre de matières plastiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 18.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exutoires de fumées
<b>Prescription contrôlée</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle [...] Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. [...] La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs. Toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction automatique d'incendie.
<b>Constats :</b> Les ateliers sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée et de chaleur. Les dispositifs disposent d'une commande automatique et d'une commande manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Il n'y a pas de murs coupe-feu séparatifs dans cette installation. L'exploitant certifie que l'ouverture automatique des exutoires de fumée et de chaleur n'intervient que postérieurement à l'opération d'extinction automatique d'incendie. L'ouverture manuelle des exutoires de fumée reste à la demande du SIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet